

Népal - 18.12.2012

L'héritage d'un conflit oublié

Le 4 décembre dernier, Suman Adhikari et Bimala BK, défenseurs népalais des droits de l'Homme, étaient de passage à Genève pour témoigner de la situation désastreuse de leur pays d'origine.

Auteur : Nadine Küng



Suman Adhikari intervient lors de nombreuses conférences afin de relayer sa lutte contre l'impunité au Népal.



Bimala BK au travail dans les locaux de la «Dalit Women Uplift Organization».



La "Terror Victim Orphaned Society" manifeste contre la décision du gouvernement népalais de garantir l'impunité à Bal Krishna Dhungel, condamné par la cour suprême pour le meurtre d'un civil. Photos: Peace Brigades International

soulevement des femmes intouchables), appartiennent à la caste la plus basse. «*Il y a pour elles des défis partout: l'éducation, les professions, les mariés*», explique Bimala. «*Tout le monde leur dit ce qu'elles ne peuvent pas faire*». Grâce à cette organisation, Bimala ne s'implique pas seulement dans l'élaboration de la paix. Elle aide également les femmes victimes de viol, de violence domestique ou de discrimination à déposer plainte. Toutes ces atteintes se sont multipliées depuis le début de la crise politique.

Si les deux défenseurs des droits de l'Homme insistent sur le fait que leur travail n'est pas dangereux, ils sont cependant reconnaissants du soutien apporté par «Peace Brigades International» (PBI, Les brigades internationales pour la paix). Cette ONG, qui protège les deux activistes au Népal, les a invités à un tour de Suisse. PBI avait auparavant aidé Suman à soumettre à un tribunal des noms de suspects concernant la mort de son père. Et elle avait soutenu Bimala quand cette dernière a dénoncé l'homicide de trois «Dalit» par des fonctionnaires de l'armée.

Impunité et injustice

Bimala avoue qu'il est facile de motiver les femmes mais pourtant difficile de progresser. «*Les femmes voient la discrimination, mais elles sont obligées de s'occuper des enfants*», précise la jeune femme. «*De plus, elles n'ont aucun droit de propriété pour s'occuper indépendamment de leurs affaires*.» Suman rencontre aussi des obstacles au sein de son travail: le gouvernement ne fait pas grand cas de l'opinion publique, explique t-il. Et même après dix ans de lutte, le chemin à parcourir reste long. En particulier sans Constitution.

L'impunité concernant les crimes commis pendant le conflit reste l'un des aspects centraux des débats acutels. «*La cour suprême a ordonné que les plaintes des victimes soient investiguées, mais, souvent, la police ne bouge pas*», explique Suman. L'activiste a déposé la

Un pays sans constitution et en pleine crise politique: c'est aujourd'hui la situation du Népal. Ce pays ne parvient pas à trouver la paix depuis la fin de la guerre civile en 2006: une situation qui complique le travail des défenseurs des droits de l'Homme, au point qu'ils ont besoin de la protection des «Peace Brigades International».

En impasse politique

Suman Adhikari attend depuis dix ans que les autorités népalaises enquêtent enfin sur la mort de son père. En 2002, durant la guerre civile, des maoïstes sont entrés dans la salle où ce dernier enseignait et l'ont exécuté. Un an après, Suman fondait le «Terror Victim Orphaned Society Nepal» (TVO, en français: La société des victimes orphelines du Népal), prenant en charge des victimes des deux camps. Du 2 au 7 décembre, Suman a effectué un tour de Suisse avec Bimala BK, défenseuse des droits des femmes intouchables. Tous deux dépeignent une image de leur pays bien loin du paradis touristique ancré dans les têtes européennes. Ils retracent l'histoire d'un Etat marqué par la violence et le non-respect des droits de l'Homme, qui n'arrive pas à sortir de son impasse politique.

Entre 1996 et 2006, les maoïstes népalais ont combattu les forces du gouvernement pour conquérir le pouvoir. L'ONU estime dans son «Nepal Conflict Report» qu'environ 13'000 personnes ont été tuées et que 1300 autres ont disparu. Des citoyens ont été déplacés, torturés, ou sont devenus orphelins. «*Six ans se sont écoulés depuis la signature de l'accord de paix et nous n'avons vu aucun progrès*», résume Suman. Le Népal se retrouve toujours sans constitution, et même, pour le moment, sans assemblée constituante du fait que les partis n'arrivent pas à un compromis.

Défense pour les femmes intouchables

Au cœur de l'engagement de Bimala BK, un enjeu: depuis qu'elle était étudiante, la jeune femme s'engage auprès du «Dalit Women Uplift Organization» (DFUO, l'Organisation de

Les «Dalit», ou «femmes intouchables»,

plainte pour la mort de son père en 2002. Et en 2011, alors qu'il soumet les noms des suspects pour compléter sa plainte, l'un des hommes de sa liste est nommé coordinateur de la commission locale pour la paix.

"Nous ne voulons pas d'argent"

Le fait que les recours en justice soient bloqués pour les victimes motive Suman à s'engager d'avantage. Ceci même s'il ne gagne pas d'argent en tant que président de la TVO. «*C'est contre mes convictions de faire une telle campagne pour de l'argent*», explique-t-il. Pendant la journée, le jeune homme s'engage donc pour TVO, et travaille la nuit notamment comme journaliste pour les principaux titres de presse népalais.

La lutte de Suman est loin d'être terminée: les commissions rassemblées pour trouver une solution au conflit ont abandonné leurs objectifs initiaux, et sont parvenues à mettre l'accent sur la réconciliation et non sur la persécution. Avec son ONG, l'activiste népalais a tenté d'influencer le travail des commissions. Mais les compositions changeantes de ces dernières, et le fait qu'elles n'ont pas consulté les victimes, ont rendu ce travail difficile. «*Le gouvernement a donné de l'argent à quelques victimes. Mais cela nous insulte*», déclare-t-il. *Nous ne voulons pas d'argent. Nous voulons rétablir la justice*». La TVO propose plutôt au gouvernement de soutenir l'éducation des familles des victimes et de mettre en place de nouveaux critères pour reconnaître ces victimes.

Une organisation selon le modèle suisse

Mais la TVO ne s'occupe plus uniquement des victimes du conflit. Elle observe également les problèmes actuels et essaie de semer les premières graines d'une nouvelle société démocratique népalaise. Suman explique que seul un gouvernement responsable pour la justice sociale pourrait empêcher de telles situations d'impunités dans le futur. Il ajoute: «*Nos chefs de gouvernement disent depuis longtemps qu'ils veulent gouverner le Népal selon le modèle de la Suisse. Il faut que cela devienne plus qu'un slogan*».

L'activiste reste patient et réaliste. «*Le Népal a une longue tradition d'impunité*, regrette Suman. *A chaque destitution d'un régime depuis 1960, les victimes ont dû se contenter d'un dédommagement financier*.» Et de rappeler la situation au Bangladesh: ce pays a connu une guerre civile il y a quarante ans mais les persécutions n'ont commencé qu'en 2004. «*J'espère seulement que les victimes ne se laisseront pas décourager*», conclut-il. Avec une telle volonté dans la voix, on ne doute pas une seconde que lui ne se laissera décourager par aucune entrave.

[Like](#)

Be the first of your friends to like this.

Commentaires

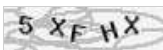
Pas de commentaire

Ajouter un commentaire

* - champ obligatoire

Prénom: *

Saisir le code:



Commentaire: *